



REPUBLIQUE DU NIGER  
MINISTRE DE L'ELEVAGE



**CTB NIGER**

# RAPPORT DE RESULTATS 2014

## PAAPSSP

*PROGRAMME D'APPUI À  
L'AMÉNAGEMENT PASTORAL ET À  
LA SÉCURISATION DES SYSTÈMES PASTORAUX*

*NER 08 026 11*



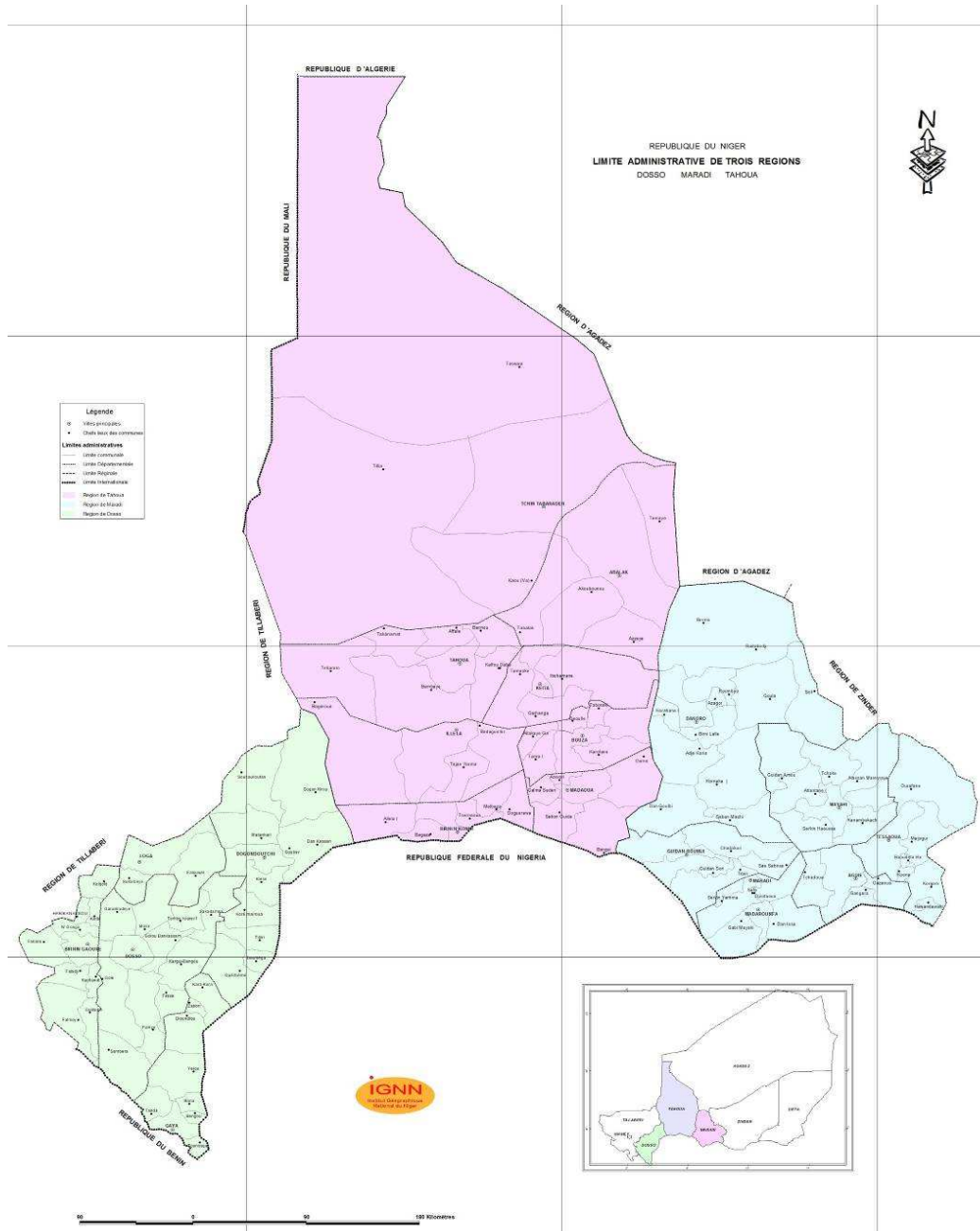
Version Finale – post- SMCL  
du 20/02/2015

# Table des matières

<b>TABLE DES MATIERES</b>	<b>2</b>
<b>ACRONYMES</b>	<b>4</b>
<b>1 APERÇU DE L'INTERVENTION</b>	<b>5</b>
1.1 FICHE D'INTERVENTION	5
1.2 EXECUTION BUDGETAIRE	6
1.3 AUTOEVALUATION DE LA PERFORMANCE	7
1.3.1 PERTINENCE	7
1.3.2 EFFICACITE	7
1.3.3 EFFICIENCE	7
1.3.4 DURABILITE	7
1.4 CONCLUSIONS	8
<b>2 MONITORING DES RESULTATS</b>	<b>9</b>
2.1 ÉVOLUTION DU CONTEXTE	9
2.1.1 CONTEXTE GENERAL	9
2.1.2 CONTEXTE INSTITUTIONNEL	9
2.1.3 CONTEXTE DE GESTION : MODALITES D'EXECUTION	9
2.1.4 CONTEXTE HARMO	10
2.2 PERFORMANCE DE L'OUTCOME	10
2.2.1 PROGRES DES INDICATEURS	11
2.2.2 ANALYSE DES PROGRES REALISES	12
2.2.3 IMPACT POTENTIEL	13
2.3 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1	14
2.3.1 PROGRES DES INDICATEURS	14
2.3.2 ÉTAT D'AVANCEMENT DES PRINCIPALES ACTIVITES	14
2.3.3 ANALYSE DES PROGRES REALISES	15
2.4 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2	16
2.4.1 PROGRES DES INDICATEURS	16
2.4.2 ÉTAT D'AVANCEMENT DES PRINCIPALES ACTIVITES	17
2.4.3 ANALYSE DES PROGRES REALISES	17
2.5 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 3	18
2.5.1 ÉTAT D'AVANCEMENT DES PRINCIPALES ACTIVITES	19
2.5.2 ANALYSE DES PROGRES REALISES	19
2.6 THEMES TRANSVERSAUX	19
2.6.1 GENRE	19
2.6.2 ENVIRONNEMENT	19
<b>3 GESTION DES RISQUES</b>	<b>20</b>
<b>4 PILOTAGE ET APPRENTISSAGE</b>	<b>21</b>
4.1 REORIENTATIONS STRATEGIQUES	21
4.2 RECOMMANDATIONS	21
4.3 ENSEIGNEMENTS TIRES ET RECOMMANDATIONS	22

<b>5</b>	<b>ANNEXES</b>	<b>23</b>
<b>5.1</b>	<b>CRITERES DE QUALITE</b>	<b>23</b>
<b>5.2</b>	<b>DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DE PILOTAGE ET SUIVI</b>	<b>27</b>
<b>5.3</b>	<b>CADRE LOGIQUE MIS A JOUR</b>	<b>28</b>
<b>5.4</b>	<b>APERÇU DES MORE RESULTS</b>	<b>28</b>
<b>5.5</b>	<b>RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) »</b>	<b>29</b>
<b>5.6</b>	<b>RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION</b>	<b>30</b>

Carte n°1 : zone d'intervention du PAAPSSP



## Acronymes

3N	Les Nigériens Nourrissent les Nigériens
AE	Accord d'Exécution
AREN	Association pour le Redynamisation de l'Élevage au Niger
CESAO	Centre d'Étude Sociale en Afrique de l'Ouest
CCD	Cadre de Concertation Départemental
COFOB	Commission foncière de Base
COFOCOM	Commission foncière communale
COFODEP	Commission foncière Départementale
COT	Chargé des Opérations Terrain
CRA	Chambre Régionale d'Agriculture
DAO	Dossier d'Appel d'Offre
DDE	Direction Départementale de l'Élevage
DRE	Direction Régionale de l'Élevage
DTF	Document Technique et Financier
DGPIA	Direction Générale des Productions et Industries Animales
DSA	Direction de la Santé Animale
DGSV	Direction Générale des Services Vétérinaires
FNEN	Fédération nationale des éleveurs du Niger
GAR	Gestion Axés sur Résultats
NA	Non Applicable
MEL	Ministère d'élevage
MP	Marché public
MTR	Évaluation à mi-parcours (Mid-Term Review)
OPel	Organisation Professionnelle d'éleveurs
PAC	Programme d'Actions Communautaires
PAD	Plan d'Aménagement Départemental
PAMED II	Programme d'Appui à la Mise en Place des Entités Décentralisées 2
PAR	Plan d'Action Régional (SDR)
PAP	Plan d'aménagement Pastoral
PAPAT	Projet d'appui à la production pastorale dans la région de Tahoua
PIP	Programme d'Investissement Prioritaire
POF	Planification Opérationnelle et Financière
PO	Programme Opérationnel
PS	Programme Stratégique
PHVP II	Programme Hydraulique Villageoise et Pastorale 2
RAF	Responsable Administratif et Financier
RECA	Réseau des Chambres d'Agricultures
SAP	Schéma d'Aménagement Pastoral
SDR	Stratégie de Développement Rural
SPR/ CR	Secrétariat Permanent Régional du Code Rural
SPO	Sous Programme Opérationnel
STD	Service Technique Déconcentré
SVPP	Service Vétérinaire Privé de Proximité
VDN	Viande Déshydraté du Niger

# 1 Aperçu de l'intervention

## 1.1 Fiche d'intervention

<b>Intitulé de l'intervention</b>	Programme d'Appui à l'Aménagement Pastoral et à la Sécurisation des Systèmes Pastoraux ( <i>PAAPSSP</i> )
<b>Code de l'intervention</b>	NER 08 026 11
<b>Localisation</b>	Dosso, Tahoua, Maradi
<b>Budget total</b>	13 514 282 € dont 11 000 000 € Financement Royaume de Belgique et 2 514 282 € Contrepartie du Niger qui ne fait pas l'objet de suivi par le FIT
<b>Institution partenaire</b>	Ministère de l'élevage
<b>Date de début de la Convention spécifique</b>	10/12/2009
<b>Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture</b>	18/08/2010
<b>Date prévue de fin d'exécution</b>	31/12/2015
<b>Date de fin de la Convention spécifique</b>	09/07/2016
<b>Groupes cibles</b>	Les éleveurs et agro-pasteurs
<b>Impact</b>	La performance du secteur de l'élevage au Niger est améliorée et contribue à la réduction de la pauvreté rurale.
<b>Outcome</b>	Une stratégie et des actions prioritaires d'aménagement pastoral et de sécurisation des systèmes pastoraux sont définies et mises en œuvre au niveau des régions de Dosso, Maradi et Tahoua
<b>Outputs</b>	<b>Output1</b> : Les capacités de planification, de suivi, de coordination et de partenariat sont renforcées chez les différents acteurs en charge de la mise en œuvre du PS1 - I3N dans les trois régions concernées
	<b>Output2</b> : L'accès aux ressources naturelles est sécurisé et le développement local renforcé
	<b>Output3</b> : Les productions des systèmes pastoraux sont améliorées et valorisées
<b>Année couverte par le rapport</b>	2014

## 1.2 Exécution budgétaire

Budget partie Belge en EURO		Dépenses		Année du rapport (n) 2014	Solde	Taux d'exécution au 31/12/2014
		Années précédentes				
<b>Total</b>	11 000 000	2010	417 783	2 514 455	2 980 912	73
		2011	1 373 131			
		2012	1 582 789			
		2013	2 130 926			
<b>Output 1</b>	722 899 7%	2010	1 358	72 871	75 236	90
		2011	181 711			
		2012	223 254			
		2013	168 466			
<b>Output 2</b>	5 493 390 50%	2010	1 703	1 519 575	2 294 986	58
		2011	460 497			
		2012	458 227			
		2013	758 428			
<b>Output 3</b>	1 734 428 16%	2010	45 262	381 119	22 022	99
		2011	264 854			
		2012	377 111			
		2013	644 057			
<b>Z moyens généraux</b>	3 049 283 28%	2010	369 459	540 889	588 508	81
		2011	466 068			
		2012	524 195			
		2013	559 973			

- Au 31 Décembre 2014, le taux d'exécution financière est de 73%.
- Le budget de l'output 1, est exécuté à 90% au 31 décembre. Les 10% restant au titre de l'année 2015, permettront de couvrir les frais de suivi, de coordination et de capitalisation des activités.
- Le budget de l'output 2, représente 50% du budget total du PAAPSSP et est en grande partie liée à l'exécution des marchés de travaux. Au 31 décembre 2014 le budget de cet output est exécuté à 58% mais engagé à 100%. En effet l'ensemble des marchés sont contractualisés pour le fonçage et la réhabilitation des points d'eau et les travaux de balisage. La majorité des réceptions provisoire est prévue fin Q2 2015 et les dernières en Q3.
- Le budget de l'output 3 est exécuté à 99% au 31 décembre 2014. Aucune nouvelle action significative ne sera exécutée.
- Le budget des moyens généraux est relativement constant d'une année à l'autre. Aucun point particulier n'est à signaler au titre de l'année 2014.

## 1.3 Autoévaluation de la performance

### 1.3.1 Pertinence

	Performance
<b>Pertinence</b>	A <sup>1</sup>

Le PAAPSSP est d'autant plus pertinent qu'il ne met en œuvre que des aménagements identifiés et priorisés par les bénéficiaires afin de répondre au mieux à leurs attentes.

De plus le PAAPSSP participe à la mise en œuvre des politiques nationales notamment ; l'Initiative 3 N et son (PS1) « *Accroissement et Diversification des Productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques* », mais aussi la Stratégie de Développement Durable de l'Élevage (SDDE 2012-2035), promue par le Ministère de l'Élevage, qui privilégie une gestion durable des espaces pastoraux à travers un accès aux ressources pastorales sécurisés.

### 1.3.2 Efficacité

	Performance
<b>Efficacité</b>	A

Le programme contribue positivement à l'amélioration des conditions de vie des pasteurs et agro-pasteurs à travers la réalisation des points d'eau pastoraux, la sécurisation de la mobilité des troupeaux par le balisage des couloirs de passage, mais aussi par le renforcement des capacités des Organisations des éleveurs et des services publics et privés dans la délivrance des services aux éleveurs.

### 1.3.3 Efficience

	Performance
<b>Efficience</b>	B

Avec l'approbation de la prolongation et l'évolution des modalités d'exécution (*Procédure d'attribution des marchés publics, renforcement des ressources humaines, réactivation du comité de suivi des activités du PAAPSSP*), l'ensemble des travaux d'aménagements et de sécurisation des espaces pastoraux sont contractualisés et leur mise en œuvre avancée ce qui démontre l'efficacité de l'utilisation des ressources mobilisées pour la mise en œuvre du PAAPSSP.

### 1.3.4 Durabilité

	Performance
<b>Durabilité potentielle</b>	B

La durabilité de l'intervention est assurées car le PAAPSSP est mis en œuvre à travers les services centraux et régionaux du Ministère de l'Élevage, qui lors des planifications participatives des aménagements ont impliqué et responsabilisé les acteurs locaux (élus communaux, organisation d'éleveur et autorités administrative et coutumières...) en vue d'améliorer la gouvernance des ressources pastorales.

De plus le PAAPSSP contribue également au renforcement durable des structures du code rural qui ont à charge de sécuriser l'accès et l'utilisation des ressources pastorales. Dans le cadre de l'appui/conseil aux éleveurs le PAAPSSP participe au développement des offres de services publics/privés en vue d'améliorer la productivité des troupeaux.

<sup>1</sup> **Note** : modalité de calcul de la note totale des critères de qualité : Au moins un 'A', pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C', pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D

## 1.4 Conclusions

Les activités d'aménagement et de délivrance des services aux éleveurs, mises en œuvre dans le cadre du PAAPSSP, contribuent significativement à améliorer la performance du secteur de l'élevage et donc les conditions de vie des pasteurs par la réduction de la pauvreté rurale.

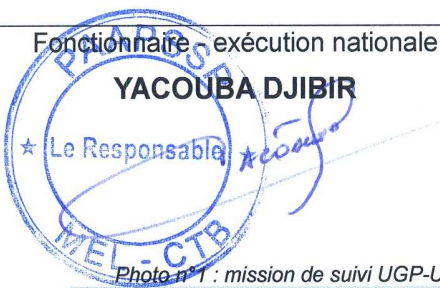
En effet l'année 2014 constitue l'aboutissement du processus d'ingénierie sociale et des études sociotechniques, base de la planification participative, caractéristique de la démarche d'aménagement pastoral développée et mise en œuvre par le PAAPSSP. A la fin de l'année 2014 l'ensemble des marchés de travaux d'aménagement est contractualisé et leur exécution en cours dans une perspective de réception provisoire mi 2015.

En 2014 le PAAPSSP a aussi poursuivi l'appui au développement des services de santé animale, par le développement des filières, l'appui aux campagnes de vaccination, l'installation des SVPP et le soutien de certaines initiatives économiques dont la VDN.

Les différentes expériences, acquises à travers la mise en œuvre du PAAPSSP, seront capitalisées afin d'aider le Ministère et les parties prenantes à définir de nouvelles interventions dans le secteur de l'élevage en général et de l'aménagement et la sécurisation des systèmes pastoraux en particulier. A cet effet dès la fin de l'année 2014, le processus de capitalisation du PAAPSSP est amorcé notamment à travers les séances de travail du comité de suivi.

Fonctionnaire - exécution nationale

**YACOUBA DJIBIR**



Fonctionnaire - exécution CTB

**CHABBERT JACQUES**

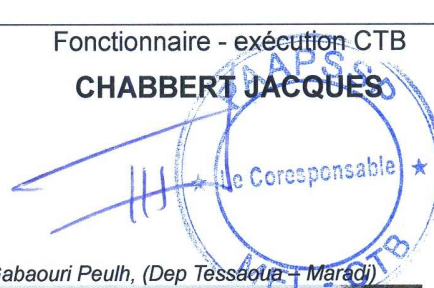
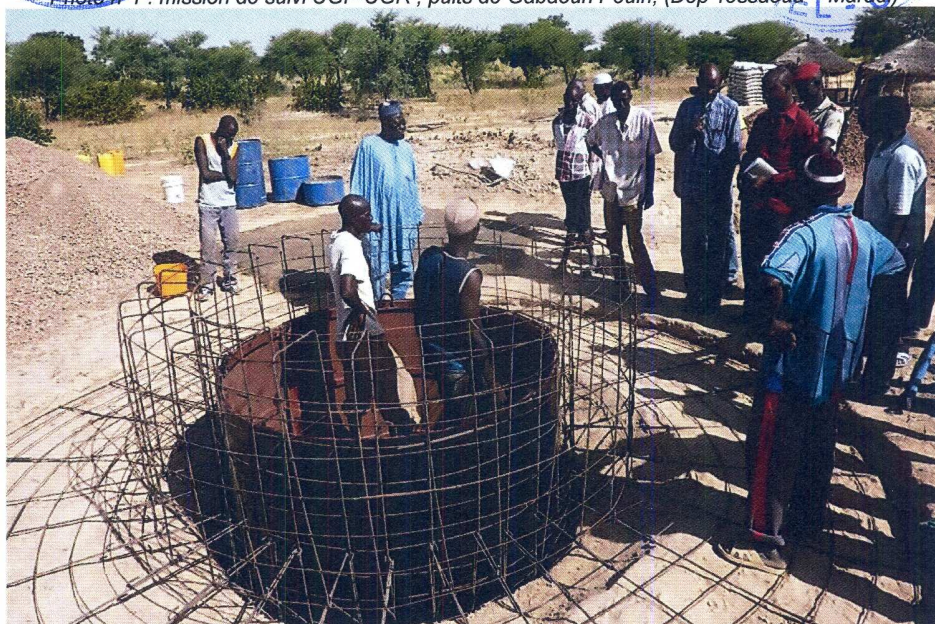


Photo n° 1 : mission de suivi UGP-UGR ; puits de Gabaouri Peulh, (Dep Tessaouta - Maradi)





## 2 Monitoring des résultats<sup>2</sup>

### 2.1 Évolution du contexte

#### 2.1.1 Contexte général

L'année 2014 est marquée par :

- ❖ Une situation sécuritaire relativement calme, mais qui limite encore les possibilités de déplacement des expatriés sur le terrain.
- ❖ Une stabilité politique et la poursuite du processus de décentralisation qui se traduit notamment par l'émergence progressive des conseils régionaux aux cotés des conseils communaux. Cependant le transfert de compétences et des moyens reste faible.

La stabilité du contexte général a permis de poursuivre et développer les modalités d'intervention du PAAPSSP à travers les services déconcentrés du Ministère de l'Elevage et les acteurs locaux, ce qui contribue à renforcer leurs capacités de gouvernance des ressources pastorales. Ce contexte favorable a aussi permis d'être plus présent sur le terrain et d'améliorer la communication avec les parties prenantes.

#### 2.1.2 Contexte institutionnel

L'année 2014 est marquée par le début de la régionalisation effective et opérationnelle de l'Initiative 3N à travers la création des coordinations régionales et la mise en place des comités départementaux. Cette opérationnalisation permettra à terme de dynamiser les mécanismes de planification et de suivi régionaux conformes au sous résultat A 1.2 du PAAPSSP.

#### 2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution

En 2014 l'évolution des modalités d'exécution du PAAPSSP vise à assurer l'exécution des marchés de travaux dans les délais et selon les normes requises. Cette évolution repose sur les points suivants :

- ❖ **Les procédures d'attribution des marchés publics** : La SMCL d'avril 2014 acte une nouvelle procédure qui repose sur les points suivants ;
  - 1) La préparation du cahier des charges reste sous la responsabilité du projet.
  - 2) L'ouverture des offres et attribution du marché sont assurées par une commission mise en place par les ordonnateurs sur proposition de la direction du projet.
  - 3) Les ANO des ordonnateurs remplacent (1) l'avis de conformité sur la demande de participation au contrôleur financier / DGCOMP, (2) l'avis de conformité sur le DAO et (3) l'avis de conformité sur les résultats globaux des analyses des offres.
- ❖ **La durée de mise en œuvre** du Programme : Au vue du retard accusé dans la contractualisation des marchés de travaux la SMCL d'avril 2014, acte le report de la clôture opérationnelle au 31 décembre 2015. Ceci permettra d'exécuter et de réceptionner l'ensemble des aménagements identifiés et priorisés avec les populations bénéficiaires.

---

<sup>2</sup> L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté

- ❖ **Le dispositif des ressources humaines** : Afin d'assurer une meilleure mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution des marchés publics, le PAAPSSP en relation avec les autres programmes de développement rural de la CTB Niger (PAMEDII et PHVPII), crée un poste d'expert international en contractualisation, administration et finance. L'année 2014 est aussi marquée par le changement du Responsable National, de l'ATN à Tahoua et le renforcement de l'équipe Administration par un agent mis à disposition par le Ministère.
- ❖ **La gestion financière** : En septembre 2014, un important audit<sup>3</sup> a analysé et apprécié les modalités et résultats de gestion du PAAPSSP et tout particulièrement les processus de délégation d'activité. Il ressort de cet audit que des améliorations sont nécessaires, mais que la gestion du PAAPSSP est globalement satisfaisante.

### 2.1.4 Contexte HARMO

La logique d'harmonisation et d'alignement sur les politiques et stratégies nationales en matière de développement rural reste la ligne de conduite du PAAPSSP, qui s'attache à la mise en œuvre du Programme Stratégique 1 (PS1) «Accroissement et Diversification des Productions agro sylvo pastorales et halieutiques» de l'Initiative 3N en remplacement du programme 12 de la SDR.

Cette harmonisation se concrétise aussi par :

- ❖ L'appui au développement des services (privé et publics) aux éleveurs, conformément à la stratégie du Ministère de l'Elevage (SDDE 2012-2035)
- ❖ Les synergies avec ARIMEL et PAPAT confirment la complémentarité entre les approches institutionnelles (stratégies et politiques) promues par ARIMEL et les approches opérationnelles (santé animale, économie et aménagement) promues par le PAAPSSP et le PAPAT.
- ❖ L'appui à l'élaboration de Schéma d'Aménagement Foncier (SAF) des Régions Dosso et Maradi de concert avec d'autres partenaires techniques et financiers tels que le PASEL de la coopération Suisse, le PAC de la Banque Mondiale, NIG 18 de LUX DEV, etc.

Il faudra poursuivre ces efforts en vue de créer une plus grande synergie fonctionnelle au sein même des programmes CTB notamment dans la région de Dosso entre le PAAPSSP- PAMED II - PHVPII et à Tahoua entre le PAAPSSP et le PAPAT.

## 2.2 Performance de l'outcome



<sup>3</sup> (42H/J de terrain et 30 mois de comptabilité analysés)

## 2.2.1 Progrès des indicateurs

Indicateurs :	Valeur Baseline	Valeur année <sup>4</sup> 2011	Valeur année 2012	Valeur année 2013	Valeur année 2014	Cible année 2014	Cible finale	Commentaires
Budget investi sur fonds propre des communes dans les aménagements pastoraux et la sécurisation des systèmes pastoraux a atteint au moins 10% dans au moins 20 % des Communes cibles	1,54%	1,54%	1,73%	5,20%	5 %	7%	10% valeur cible finale non cumulée	La valeur (5) est une valeur intermédiaire, collectée en Juin 2014, elle n'a pas fait l'objet de collecte au second semestre 2014, période à laquelle les communes tiennent leur session de fin d'année .Elle ne reflète pas donc la situation au 31/12/2014. En perspective de la capitalisation, une dernière session de collecte est prévue pour actualiser la valeur de l'indicateur et étoffer le document de synthèse en cours dans le cadre de cette activité.
D'ici Aout 2015, le besoin en eau d'abreuvement de 740 213 têtes de bétail <sup>5</sup> est couvert à travers la réalisation ou réhabilitation de points d'eau pastoraux.	80 507	0	24 208	24 208	74 256	296 868	740 213 valeur cible finale cumulée	La couverture en eau d'abreuvement étant liée aux nombres des points d'eau réalisés ou réhabilités.  En 2014, 18/72 points d'eau sont réceptionnés (25%) de la cible. La cible finale devrait être atteinte voire même dépassée quand, en plus des 72 puits pastoraux, les 4 forages à haut débit seront réceptionnés.
D'ici Aout 2015, 1 215 036 têtes de bétail bénéficient d'espaces pastoraux sécurisés et ou aménagés.	471 886	0	20 460	129 456	0	334 418	1 215 036 valeur cible finale cumulée	En 2014, le PAAPSSP n'a pas réalisé de balisage mais, la totalité des contrats (9) est signé pour environ 2000 km de balisage, qui seront exécuté au cours du premier semestre 2015
D'ici Aout 2015, la couverture vaccinale atteint 85% pour la PPCB et de 55% pour la PPR		2010-11	2011-12	2012-13	2013-14		valeur cible finale non cumulée	En 2014, la cible finale est largement atteinte et même dépassée. Ceci témoigne de l'efficacité de l'intervention du programme dans le domaine de la santé animale à travers la mise en œuvre des partenariats public-privé,
	PPCB :	39,68%	81,52%	82,41%	89,70%	80%	85%	
	PPR :	9,69%	76,39%	81,02 %	71,68%	55%	55%	

<sup>4</sup> Les valeurs annuelles sont les valeurs non cumulées contrairement aux valeurs cibles finales.

<sup>5</sup> Le nombre des têtes de bétail qui bénéficie des points d'eau et des espaces pastoraux sécurisés est défini lors des études de faisabilité techniques et sociales.

## 2.2.2 Analyse des progrès réalisés

### **Présentation et analyse des progrès réalisés et perspective...**

En 2014 des progrès significatifs ont été enregistrés par rapport à l'atteinte de l'outcome. Ces progrès se traduisent notamment par :

- ❖ La tenue de la quatrième session d'ateliers régionaux «*analyse du financement du sous secteurs de l'élevage sur fonds propre communal*» avec un échantillon de 26 communes sur les 91 impliquées dans les cadres de concertation communaux et bénéficiaires des aménagements pastoraux soit 29%. Ces ateliers de travail et d'échange contribuent au renforcement des compétences des autorités communales dans le domaine de la gouvernance locale à travers la facilitation des prises de décisions en matière d'administration fiscale liée aux recettes et investissements dans le secteur Elevage.
- ❖ Les aménagements pastoraux priorités et validés lors des cadres de concertations sont entrain d'être réalisés. Au 31 décembre 2014 dix huit (18) ouvrages hydraulique ont été réceptionné et l'ensemble des autres chantiers sont en cours dans les 3 régions. Chacun de ces aménagements hydrauliques, contribue à la sécurisation des systèmes pastoraux par l'amélioration de l'accès des animaux aux ressources pastorales.
- ❖ La signature, en décembre 2014, des 9 marchés de travaux de balisage (*couloirs et aires de pâturage*) pour environs 2000 kml dont la réception provisoire est prévue en juin 2015, avant l'installation des cultures pluviales, permettra à plus d'un million de têtes de bétail d'utiliser des espaces pastoraux sécurisés et ainsi d'éviter des conflits avec les autres utilisateurs.
- ❖ La poursuite du renforcement des capacités des structures du code rural, dans l'exécution de leurs mandats, notamment la sécurisation de l'accès aux ressources pastorales, complète le processus d'amélioration de la gouvernance locale des systèmes pastoraux.
- ❖ La mise à disposition des (3) trois machines à glace et groupes électrogènes et l'équipement des (3) trois SVPP installés, complète le processus de renforcement du dispositif de santé animale et ainsi améliore l'offre de service aux éleveurs afin de renforcer les capacités de production des troupeaux.

Tous ces progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'outcome montrent clairement que les outputs aboutiront au processus de changement souhaité à savoir l'amélioration des capacités productives des systèmes pastoraux, donc des conditions de vie des pasteurs.

### **Présentation des difficultés rencontrées**

Les difficultés rencontrées au cours de l'année 2014 sont essentiellement liées à :

- ❖ La faible quantité et/ou qualité des offres des entreprises soumissionnaires mais aussi la capacité des entreprises à exécuter les travaux dans le délai prévu. Ce qui influence aussi bien les délais de mise en œuvre que la qualité des ouvrages réalisés.
- ❖ Pour les ATI, le suivi direct des actions sur le terrain est toujours limité pour des raisons sécuritaires.

Pour faire face à certaines de ces contraintes, le PAAPSSP a opté pour :

- ❖ La poursuite en 2014 de la stratégie qui consiste à (1) réviser la DPAO (Pièces n°3 du DAO type) pour adapter les critères de qualification et d'évaluation des offres et (2) poursuivre l'option d'une très large diffusion des Avis d'Appel d'Offres.
- ❖ Pour assurer un contrôle et un suivi rigoureux des travaux d'hydraulique, le contrat avec un cabinet d'études national (CEH-Sidi) est complété avec un bureau d'étude international chargé de conseiller et d'appuyer la mise en œuvre du dispositif de suivi-contrôle interne des ouvrages hydraulique à réaliser.

### 2.2.3 Impact potentiel

L'outcome du PAAPSSP est aligné spécifiquement sur le Programme d'Investissement Prioritaire 3 (PIP3) : Sécurisation des Systèmes de productions animales de l'Initiative 3N. Il constitue l'un des Outcomes du Programme Stratégique 1 (PS1) de l'Initiative 3N, dans laquelle, le PAAPSSP est transposé. L'outcome du PAAPSSP "Une stratégie et des actions prioritaires d'aménagement pastoral et de sécurisation des systèmes pastoraux sont définies et mises en œuvre au niveau des régions de Dosso, Maradi et Tahoua", concourt incontestablement à l'atteinte de l'Effet Général 1 (EG1) ou impact 1 du PS1- I 3N intitulé : "Les productions agro- sylvo pastorales et halieutiques sont accrues."

Les interventions du PAAPSSP dans les 3 domaines/output attendus que sont la gouvernance, les aménagements et les services aux éleveurs, ont permis aux parties prenantes de développer et mettre en œuvre de multiples activités et ainsi d'acquérir de nombreux savoir faire.

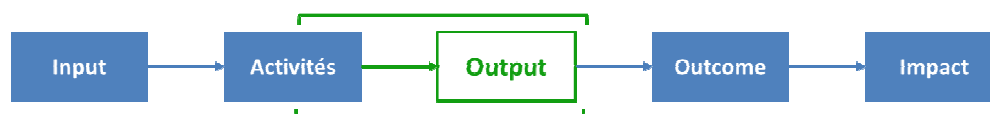
Fin 2014, le processus de capitalisation est amorcé. Le processus d'aménagement pastoral, mis en œuvre dans le cadre du PAAPSSP, fera l'objet d'une attention particulière car il contribue à renforcer la gouvernance des ressources pastorales, à travers la mise en œuvre d'une approche responsabilisante des acteurs locaux à toutes les étapes ; identification, priorisation, suivi, exécution et réception des ouvrages.

Basé sur la mise en œuvre des politiques nationales (*décentralisation, code dural, politique de l'hydraulique et de l'élevage*), le partage de l'expérience du PAAPSSP contribuera forcément à améliorer les formulations des futures interventions dans le secteur de l'élevage.

Photo n°2 : appui aux initiatives de valorisation des fourrages  
Broyeuse de Toudoum Barewa (CR Bambaye –Tahoua)



## 2.3 Performance de l'output 1<sup>6</sup>



### 2.3.1 Progrès des indicateurs

<b>Output 1</b> : Les capacités de planification, de suivi, de coordination et de partenariat sont renforcées chez les différents acteurs en charge de la mise en œuvre du PS1 de l'initiative 3N dans les trois régions concernées							
Indicateurs	Valeur Baseline	Valeur année 2011	Valeur année 2012	Valeur année 2013	Valeur année 2014	Cible année 2014	Cible finale 2015
D'ici Aout 2015, 48 documents de planification, de suivi, de coordination des activités relatives au PS1 de l'initiative 3N sont élaborés sous le leadership des DRE au niveau des 3 régions	0	10	13	9	7	12	48 <i>valeur cible finale cumulée</i>

L'écart entre le nombre de documents de planification prévu/réalisé au titre de l'année 2014 (7/12) s'explique entre autre par le fait qu'en 2014, le PAAPSSP n'a pas appuyé la tenue de la rencontre régionale préparatoire de la campagne et donc aucun « livrable » n'a été fournis. Néanmoins la dynamique de planification commune (privé / public / OPEL) s'est faite notamment dans le cadre de l'atelier national de préparation de la campagne de vaccination.

### 2.3.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités <sup>7</sup>	État d'avancement :			
	A	B	C	D
A 1.1 : Un diagnostic et une planification du programme stratégique 1 (PS1) de l'Initiative I3N sont élaborés par les acteurs régionaux			X	
A 1.2 : L'évaluation -planification annuelle du PS1 de l'Initiative 3N est réalisée par les acteurs communaux et régionaux		X		

<sup>6</sup> Le Template prévoit jusqu'à 3 outputs (chapitres 2.2, 2.3 et 2.4). Si l'intervention compte plus d'outputs, simplement copier et coller les chapitres supplémentaires relatifs aux outputs. Si l'intervention compte moins de 3 outputs, simplement supprimer les chapitres non nécessaires).

En ce qui concerne le niveau de l'outcome, vous pouvez aussi remplacer ce tableau par le propre format de l'intervention (p.ex., de votre outil de monitoring opérationnel)

<sup>7</sup> A : Les activités sont en avance  
 B : Les activités sont dans les délais  
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.  
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

A 1.3 : Les acteurs régionaux sont impliqués dans le suivi évaluation de la mise en œuvre du PS1 de l'Initiative 3N au niveau régional		X		
--	--	---	--	--

### 2.3.3 Analyse des progrès réalisés

Le cadre de référence en matière de politique de développement du secteur rural est l'Initiative 3N dont le Programme Strategique1 (PS1) en est une composante. Le retard accusé dans son « opérationnalisation en fin 2014» n'a pas permis d'atteindre efficacement les résultats escomptés en termes de renforcement de capacité des acteurs régionaux en planification, suivi, coordination et partenariat.

Néanmoins 7 documents de planification, de suivi, de coordination des activités relatives aux PIP3 du PS1 sont élaborés sous le leadership des DRE. Le PAAPSSP a également élaboré et transmit trois (3) rapports à la DEP dans le cadre du rapport trimestriel du MEL/I3N et le bilan annuel d'exécution 2014 du Programme d'Investissement de l'Etat.

L'ensemble des appuis du PAAPSSP contribue au renforcement des acteurs du secteur de l'élevage dans leurs rôles de prise en compte des aspects élevage dans les politiques et stratégies nationales.

Néanmoins l'amélioration des capacités de gouvernance des dynamiques pastorales, par et pour les acteurs locaux que sont les élus, les services techniques déconcentrés et les membres des organisations d'éleveurs repose le plus souvent sur des individus. L'instabilité de ces individus, dans leurs institutions (élection/affectation), constitue jusqu'à ce jour une réalité qui fragilise la durabilité des appuis fait aux organisations et dynamiques locales.

## 2.4 Performance de l'Output 2

### 2.4.1 Progrès des indicateurs

<b>Output 2 : L'accès aux ressources naturelles est sécurisée et le développement local renforcé</b>								
<b>Indicateurs</b>	<b>Valeur Baseline</b>	<b>Valeur année 2011</b>	<b>Valeur année 2012</b>	<b>Valeur année 2013</b>	<b>Valeur année 2014</b>	<b>Cible année 2014</b>	<b>Cible finale</b>	<b>Commentaires</b>
Au moins 60% des communes des zones d'intervention sont dotées de schéma d'Aménagement Pastoral (SAP)	0	0%	0%	0%	0%	60	60% <i>valeur cible finale non cumulée</i>	Au 31 Décembre 2014, aucune commune d'intervention n'est dotée de SAP ( <i>schéma d'aménagement pastoral</i> ) mais, le processus d'établissement des SAP est finalisé. L'impression est prévue en fin janvier 2015 et la mission de remise des SAP et base de données Excel est prévue pour février 2015.
Au moins 70% du budget prévu pour les aménagements et sécurisation des systèmes pastoraux est exécuté	0%	8%	8%	14%	28%	20%	70% <i>valeur cible finale cumulée</i>	En 2014 l'écart positif entre le prévu/réalisé en terme de taux d'exécution du budget sur les aménagements et la sécurisation des systèmes pastoraux s'explique du fait de l'avancement des travaux.
3500 km des bandes pare feux sont réalisés par le PAAPSSP	0	824	576,5	1088	540	900	3 500 <i>valeur cible finale cumulée</i>	Les 540 km prévus dans les 3 AE sont réalisés mais, la cible était fixée avant l'élaboration des AE dont la ligne a été réajustée à la baisse pour prendre en compte les coûts prévisionnels des DAO des ouvrages hydrauliques
2000 km de couloirs de passage, enclaves pastorales et aires de pâturage sont balisés	0	0	55	348	0	500	2 000 <i>valeur cible finale cumulée</i>	Par rapport aux couloirs de passage, enclaves pastorales et aires de pâturage, 0 km est réalisé en 2014 mais les 9 contrats signés en décembre 2014 prévoient une durée de travaux planifiés de 6 mois.



## 2.4.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités <sup>8</sup>	État d'avancement :			
	A	B	C	D
A 2.1 : Des organisations d'éleveuses et d'éleveurs sont intégrées et renforcées dans la mise en œuvre du PS1/I3N		X		
A 2.2 : Des aménagements pastoraux sont réalisés à partir d'initiatives locales.			x	
A 2.3 : Les structures du Code Rural sont renforcées en vue d'assurer la sécurisation de l'accès aux ressources pastorales.		X		

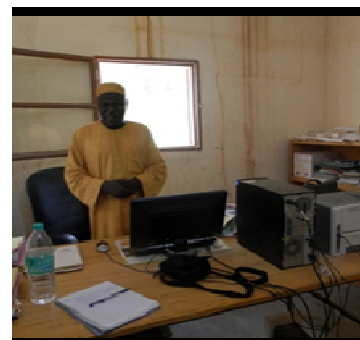
## 2.4.3 Analyse des progrès réalisés

L'appui au renforcement des Opels a été poursuivi tout au long de l'année 2014 à travers notamment l'appui à l'organisation et à la participation d'ateliers, de formations, etc. Ces appuis ont permis de renforcer la capacité de programmation, de mise en œuvre et de gestion des organisations accompagnées. Dans le cadre des aménagements pastoraux à partir d'initiatives locales, 540 kml de bandes pare feu sont réalisés, 62 tonnes de paille ramassées et 130 tonnes de bourgou frais récoltées sur les cinq (5) sites appuyés par le programme dans le département de Gaya, région de Dosso.

Relativement au renforcement de la sécurisation des droits d'accès aux ressources pastorales, 4 COFODEP sont mises en place et formées dans le nouveau département des régions d'intervention du programme. Sur la base d'une évaluation des systèmes d'archivage des données foncières, des activités de renforcement des capacités seront mises en œuvre en 2015.

La réalisation des aménagements pastoraux, à travers les structures locales que sont les COFO, contribue aussi au renforcement de leur capacité et ainsi qu'au renforcement des dynamiques locales de gouvernance des ressources pastorales.

*Photos n°3 : Mission d'appui aux COFO dans le cadre du transfert et à la conservation des actes fonciers liés aux aménagements réalisés par le PAAPSSP.*



<sup>8</sup> A : Les activités sont en avance  
 B : Les activités sont dans les délais  
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.  
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

## 2.5 Performance de l'output 3

<b>Output 3 : Les productions des systèmes pastoraux sont améliorées et valorisées</b>								
<b>Indicateurs</b>	<b>Valeur Baseline</b>	<b>Valeur année 2011</b>	<b>Valeur année 2012</b>	<b>Valeur année 2013</b>	<b>Valeur année 2014</b>	<b>Cible année 2014</b>	<b>Cible finale</b>	<b>Commentaires</b>
3 nouveaux SVPP sont installés par le PAAPSSP	0	0	3	3	3	3	3 <i>valeur cible finale non cumulée</i>	Valeur « 3 » de l'indicateur démontre la poursuite de l'activité avec les derniers appuis en équipement et non l'installation de 3 nouveaux SVPP en 2014
100 auxiliaires d'élevage sont recrutés et formés par le PAAPSSP	0	0	101	0	0	0	100 <i>valeur cible finale non cumulée</i>	Par rapport aux auxiliaires d'élevage, aucune action n'a été menée en 2014 par le PAAPSSP.
11 SVPP sont soutenus dans les régions de Dosso, Maradi et Tahoua.	0		8	9	9	11	11 <i>valeur cible finale non cumulée</i>	L'écart observé dans l'appui au SVPP s'explique du fait que deux (2) sur les onze (11) que compte la zone d'intervention du programme sont "sortis" du dispositif (décès du SVPP de Bouza et changement de statut de celui de Konni qui passe de privé en publique).
2000 ménages ont bénéficiés d'appui en filière porteuse	0	0	0	244	0	800	2 000 <i>valeur cible finale cumulée</i>	Depuis le recentrage des activités du programme sur les aménagements pastoraux et la santé animale, suite à l'évaluation à mis parcours l'indicateur sur l'appui filière n'est plus actualisé et, le seul AF y relatif est clôturé sur le plan opérationnel en Q2, 2014
5 Coopératives des sélectionneurs Azawak sont appuyées	0	0	5	0	0	0	5 <i>valeur cible finale non cumulée</i>	Aucun appui en direction de ces structures en 2014

### 2.5.1 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités <sup>9</sup>	État d'avancement :			
	A	B	C	D
A 3.1 : Le dispositif de santé animale est renforcé.		x		
A 3.2 : Des filières porteuses sont identifiées et valorisées			x	

### 2.5.2 Analyse des progrès réalisés

Dans le cadre de la délivrance des services aux éleveurs les trois (3) directions régionales de l'élevage sont dotées d'une machine à glace et d'un groupe électrogène dans la perspective d'un renforcement durable du dispositif de la santé animale. De plus la remise de l'équipement des 3 SVPP installés et la signature de la convention tri partite entre la Direction Générale des Services Vétérinaires du Ministère de l'Élevage, chacun des SVPP et VSF-B concrétise et assure la durabilité institutionnelle de la synergie privé/public dans le secteur des services aux éleveurs.

En 2014 le PAAPSSP a continué d'appuyer la mise en œuvre de la campagne de vaccination obligatoire du cheptel<sup>10</sup>. Ceci a permis d'atteindre voir de dépasser les objectifs fixés.

En 2014 seules les actions de clôture de l'expérience (VDN) ont été menées. De nombreuses leçons et perspectives sont tirées suite à la mise en œuvre de cette initiative. L'action est retenue pour être capitalisée.

## 2.6 Thèmes transversaux

### 2.6.1 Genre

Le PAAPSSP est un programme de type « genre neutre ». Cependant, certaines activités comme les pare feux tiennent compte du genre (âge et sexe des participants).

### 2.6.2 Environnement

L'ensemble des interventions du PAAPSSP respectent les normes environnementales. Une étude d'impact environnementale stratégique du Programme est réalisée notamment en ce qui concerne le volet hydraulique pastorale.

<sup>9</sup> A : Les activités sont en avance  
B : Les activités sont dans les délais  
C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.  
D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

<sup>10</sup> Péripleurmonie, peste des petits ruminants, pasteurellose cameline et certaines vaccination faites à la demande des éleveurs.

### 3 Gestion des risques

Identification du risque ou problème			Analyse du risque ou problème			Traitement du risque ou problème			Suivi du risque ou problème	
Description du Risque	Période d'identification	Catégorie	Probabilité	Impact Potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Statut
<b>Non atteinte des résultats attendus dans les délais restant à cause des faibles capacités des entreprises</b>	janvier 2013	DEV	Medium	High	High Risk	Demande de prolongation	UGP/RR	Fin Mars 2013	L'échange de lettre signé en décembre 2014 acte le report de la clôture au 31-12-2015	Closed
						Renforcement du suivi de la mise en œuvre des marchés publics	UGP/RR	juil-15	utilisation des outils CTB. Appui par le responsable des marchés de la CTB. Un ATI / SLA (PAMED, PHVP, PAPAT) est en poste depuis juin 2014	
						Renforcement de l'équipe de mise en œuvre en lien avec les marchés	UGP	Fin Mars 2013	L' ATN est en poste depuis le 3-11-2013	
<b>Dégradation du contexte sécuritaire</b>	janvier 2013	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	Restriction des missions terrain pour le personnel à contrat CTB	UGP	Sept. 2015	Mobilisation du personnel sans contrat CTB	En cours
<b>Faibles capacités des parties prenantes</b>	Janvier 2012	OPS	High	Medium	High Risk	renforcement de capacité des parties prenantes	UGP	Mars 2015	Mobilisation des Coachs	En cours
						recours à des personnes ressources externes	UGP	Mars 2015	contractualisation ONG	
<b>Stabilisation des RH jusqu'à la fin de la mise en œuvre</b>	Janvier 2014	OPS	Medium	High	High Risk	réfléchir sur des mesures de fidélisation (transferts vers d'autres postes CTB, formations...)	UGP/RR	Juin 2015		En cours
<b>Capacités d'intervention et de suivi au niveau de l'UGP et des UGR</b>	Janvier 2012	DEV	Medium	Medium	Medium Risk	mobilisation des compétences complémentaires	UGP	juin-14	Des contacts sont en cours pour que l'UGP organise des formations complémentaires aux UGR et UGP	Closed

## 4 Pilotage et apprentissage

### 4.1 Réorientations stratégiques

En 2015 aucune réorientation stratégique n'est prévue. Néanmoins le focus sera mis sur l'amélioration des capacités de suivi des ouvrages et sur la rapidité des décisions liées à l'exécution des contrats de travaux, dont la majorité des réceptions provisoires est prévues en fin Q2.

2015 est aussi et surtout l'année de clôture du PAAPSSP. Elle fera l'objet d'un important travail de capitalisation et d'évaluation finale. A travers ces deux processus, distincts mais complémentaires, de nombreuses leçons devront être tirées, d'autant plus qu'en 2009, année de formulation du PAAPSSP, ce dernier représentait pour la CTB d'un point de vue financier l'un des plus importants programmes de développement rural alors qu'il intervenait dans un domaine où peu de « modèles d'intervention » existent aussi bien à la CTB que chez la majorité des autres partenaires techniques et financiers.

### 4.2 Recommandations

Recommandations	Acteur	Date limite
Effectuer un suivi plus « rapproché » de la mise en œuvre de l'ensemble des étapes des marchés de travaux.	Direction Projet	Immédiat
A travers la capitalisation et l'évaluation permettre, à la Coopération Belge (CTB – DGD) et aux parties nigériennes membres de la SMCL ( <i>ministères, I3N, code rural et chambre d'agriculture</i> ) de formuler de futures interventions afin de poursuivre, dans une dynamique rurale en constante évolution, la sécurisation et le développement des systèmes pastoraux. En effet la pression foncière croissante sur les espaces et ressources pastorales oblige à faire des choix d'aménagements, choix qui conditionnent les modèles de développement des économies aussi bien familiales que locales.	Direction Projet	Immédiat

La capitalisation se focalisera principalement sur les éléments novateurs du PAAPSSP.

Thème de capitalisation	Objet de la capitalisation
<b>Axe 1</b> : Démarche d'aménagement pastoral	Des CCD aux SAP, les outils et démarche d'ingénierie sociale utilisés sont capitalisés afin de documenter le processus de responsabilisation des acteurs locaux dans une dynamique de déconcentration des décisions, en lien avec les Structures du Code Rural et celles de la décentralisation.
<b>Axe 2</b> : Hydraulique pastorale	Les différentes étapes et processus des marchés d'hydraulique sont capitalisées ; passation, exécution et suivi des marchés.
<b>Axe 3</b> : sécurisation des systèmes pastoraux	Cet axe recouvre plusieurs activités qui contribuent à l'amélioration de l'accès et de la valorisation des ressources pastorales ; (1) Pare feu, paille, et bourgou, (2) Balisage des aires et couloirs (3) Ouvrages hydrauliques.
<b>Axe 4</b> : Action Viande Déshydratée du Niger (VDN)	La VDN ou comment appuyer la création d'une nouvelle filière de transformation et commercialisation de la viande.

### 4.3 Enseignements tirés et recommandations

[E] Enseignements tirés et [R] recommandations	Public cible
<p>E : Dispositif et outils contractuels AE/AF/TDR, trop lourds et peu adaptés. Après 3 ans de mise en œuvre le PAAPSSP dispose d'une expérience certaine sur les avantages et limites des différents outils.</p> <p><i>R : Il est nécessaire de tirer les leçons et de définir durablement les modalités contractuelles à mettre en œuvre au Niger, modalités qui doivent tenir compte des capacités « réelles » et non souhaitées des parties prenantes.</i></p>	Siège, représentation, direction du PAAPSSP
<p>E : Mauvaise connaissance et prise en compte des capacités réelles des partenaires, prestataires de services et des entreprises, pour réaliser les travaux et atteindre les résultats (qualitatif et quantitatif) attendus.</p> <p><i>R : Développer des outils « pragmatiques et opérationnels », pour évaluer les capacités réelles des parties prenantes, PUIS mettre en œuvre des outils et approches adaptées aux capacités réelles. Les outils contractuels actuels AE/AF/TDR et contrats doivent évoluer pour mieux répondre aux réalités du terrain.</i></p>	Siège, représentation et direction du programme
<p>E : Difficulté d'application des règles des marchés publics en lien avec les capacités réelles des prestataires, (élimination plus administrative que technique).</p> <p><i>R : Revoir et adapter les règles de sélection des prestataires dans le cadre des marchés publics.</i></p>	Représentation et Ministère
<p>E : Procédures de passation des marchés trop longue par rapport au temps impartis.</p> <p><i>R : Mieux tenir compte, dans les prochaines programmations des délais réels de passation des marchés publics.</i></p>	Représentation et direction du programme
<p>E : Les différents acteurs du secteur privé (entreprises, prestataires, fournisseurs, etc.) ont de faibles capacités pour répondre aux attentes du Programme</p> <p><i>R : Pour travailler « efficacement » avec le secteur privé (entreprises et/ou prestataires) il est nécessaire de mettre en œuvre des outils et approches qui permettent de les renforcer et de le fidéliser.</i></p>	Siège, représentation et direction du programme
<p>E : Les délais de mise en œuvre d'une approche participative d'identification concertée des ressources pastorales est sous estimé.</p> <p><i>R : Mieux tenir compte des délais de mise en œuvre des approches sociales, notamment pour les interventions relatives aux systèmes pastoraux dans les futures formulations.</i></p>	Siège et représentation
<p>E : Manque de réactivité du dispositif institutionnel (mode de fonctionnement comme pour les exonérations, décomptes, etc..) de CTB (Rep et programme).</p> <p><i>R : Améliorer la fonctionnalité du dispositif CTB/MEL, notamment par une rigueur accrue et renforcée de tous les éléments / étapes administratifs et comptables</i></p>	représentation et direction du programme

## 5 Annexes

### 5.1 Critères de qualité

<b>1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.</b>					
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A', pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B; Au moins un 'C', pas de 'D' = C; Au moins un 'D' = D</i>					
<b>Évaluation de la PERTINENCE : note totale</b>		<b>A</b>	<b>B</b>	<b>C</b>	<b>D</b>
		X			
<b>1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?</b>					
X	<b>A</b>	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
	<b>B</b>	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
	<b>C</b>	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.			
	<b>D</b>	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.			
<b>1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?</b>					
X	<b>A</b>	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).			
	<b>B</b>	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.			
	<b>C</b>	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.			
	<b>D</b>	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.			

**2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.**

*Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D*

Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale	<b>A</b>	<b>B</b>	<b>C</b>	<b>D</b>
		<b>X</b>		

**2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?**

X	<b>A</b>	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.
	<b>B</b>	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.
	<b>C</b>	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.
	<b>D</b>	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.

**2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?**

	<b>A</b>	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.
X	<b>B</b>	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.
	<b>C</b>	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.
	<b>D</b>	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.

**2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?**

	<b>A</b>	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.
X	<b>B</b>	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.
	<b>C</b>	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.
	<b>D</b>	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.



**3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N**

*Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D*

Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale	A	B	C	D
	X			

**3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?**

	A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.
X	B	L'outcome sera atteint avec quelques minimales restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.
	C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.
	D	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.

**3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?**

X	A	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.
	B	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.
	C	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.
	D	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.

<b>4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfiques d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).</b>					
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A', pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C', pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>					
<b>Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale</b>		<b>A</b>	<b>B</b>	<b>C</b>	<b>D</b>
			<b>X</b>		
<b>4.1 Durabilité financière/économique ?</b>					
	<b>A</b>	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.			
X	<b>B</b>	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.			
	<b>C</b>	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.			
	<b>D</b>	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.			
<b>4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?</b>					
	<b>A</b>	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.			
X	<b>B</b>	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.			
	<b>C</b>	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.			
	<b>D</b>	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.			
<b>4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?</b>					
X	<b>A</b>	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.			
	<b>B</b>	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.			
	<b>C</b>	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.			
	<b>D</b>	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.			
<b>4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?</b>					
	<b>A</b>	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).			
X	<b>B</b>	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.			
	<b>C</b>	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.			
	<b>D</b>	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.			

## 5.2 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

Décision				Action			Suivi	
Décision	Période identific.	Source*	Acteur	Action(s)	Responsable.	Deadline	Avancement	Statut
Changement des procédures d'attribution des marchés publics approuvé	Avril. 2014	SMCL N°10	Membres SMCL		Direction PAAPSSP	Immédiat	fait	CLOSED
Le principe du recrutement et du financement d'un RAFI est approuvé	Avril. 2014	SMCL N°10	Membres SMCL		Représentante résidente CTB Niger	Sept. 2014		CLOSED
Planification 2014-2015 approuvée	Avril. 2014	SMCL N°10	Membres SMCL		Direction PAAPSSP	Immédiat		CLOSED
Le changement budgétaire est approuvé	Avril. 2014	SMCL N°10	Membres SMCL	finaliser les documents y relatifs	Coresp. PAAPSP et CTB	Immédiat		CLOSED
Modifier et relancer le comité de suivi	Avril. 2014	SMCL N°10	Membres SMCL	Tenir séance de travail du comité le 23 avril, et valider feuille de route	Comité de suivi	Avr.2014	Le comité est à sa deuxième réunion de suivi	CLOSED
Transmettre pour avis de non objection à la CTB Bruxelles dans les meilleurs délais, les résultats de la négociation, par entente directe du NER 153 (forages)	Avril. 2014	SMCL N°10	Membres SMCL		Direction PAAPSSP	mai-14	Dossier transmis le 27 Mai	CLOSED
L'ANO de la CTB Bruxelles relatif au NER 154 (fonçage puits Maradi ) doit être transmis à la CTB Niger dans les meilleurs délais	Avril. 2014	SMCL N°10	Membres SMCL		Représentante résidente de la CTB Niger	Avr.2014		CLOSED

### 5.3 Cadre logique mis à jour

Le Cadre logique du PAAPSSP n'a pas connu de profonds changements au cours des 12 derniers mois tant au niveau des résultats qu'au niveau des indicateurs ; l'ensemble du dispositif (Manuel du suivi&évaluation et le document de base ligne) du programme est validé depuis la septième SMCL de Mars 2013.

### 5.4 Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	Non
Rapport <i>Baseline</i> enregistré dans PIT ?	Oui
Rapport de la MTR	Oui
Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)	06 / 2015
Missions de backstopping depuis le 01/01/2013	Non

## 5.5 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

### Budget vs Actuals (Year to Date, Last 5 years) of NER0802611

Project Title : **Appui à l'aménagement pastoral et à la sécurisation des systèmes pastoraux**

Budget Version : **F1**

Currency : **EUR**

Ytd : **Report includes all valid transactions, registered up to today**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to					Expenses		Balance	%
				2011	2012	2013	2014	2015	Total			
<b>A LES CAPACITÉS DE PLANIFICATION, DE SUIVI, DE</b>			722.899,00	183.069,36	223.254,43	168.466,91	72.871,43	0,00	647.662,14	75.236,86	90%	
<b>01 Un diagnostic et une planification du</b>			476.477,00	129.216,11	191.041,20	103.039,85	42.786,39	0,00	466.082,56	10.394,44	98%	
01 Organisation de la démarche de		COGEST	28.541,00	14.790,60		13.749,86		0,00	28.540,47	0,53	100%	
02 Formation pour le renforcement des		COGEST	20.018,00	6.740,80	13.277,10	0,00	475,64	0,00	20.493,54	-475,54	102%	
03 Organisation d'ateliers locaux et régional		COGEST	36.067,00	14.702,68		21.364,68	1.928,16	0,00	37.995,52	-1.928,52	105%	
04 Renforcement des capacités de		COGEST	25.349,00		6.806,33	20.298,78	243,92	0,00	27.349,04	-2.000,04	108%	
05 Equipement et fonctionnement nécessaire		COGEST	283.973,00	86.217,86	159.192,52	30.951,43	7.610,44	0,00	283.972,25	0,75	100%	
06 Prise en charge Directeurs Régionaux		COGEST	82.529,00	6.764,16	11.765,25	16.675,09	32.527,23	0,00	67.731,74	14.797,26	82%	
<b>02 L'évaluation-planification annuelle du</b>			160.370,00	44.115,07	28.686,63	49.661,63	22.001,72	0,00	144.465,04	15.904,96	90%	
01 Organiser des ateliers communaux et		COGEST	75.497,00	39.014,10	9.124,97	27.358,18		0,00	75.497,25	-0,25	100%	
02 Participation et soutien au comité de		COGEST	0,00					0,00	0,00	0,00	7%	
03 Organisation de séances d'information et		COGEST	0,00			0,00	605,21	0,00	605,21	-605,21	7%	
04 Structure Mixte de Concertation Locale		COGEST	11.651,00	3.314,20	1.291,11	3.380,56	207,45	0,00	8.193,32	3.457,68	70%	
05 Suivi / Evaluation		COGEST	73.222,00	1.786,77	18.270,55	18.922,89	21.189,05	0,00	60.169,26	13.052,74	82%	
<b>03 Les acteurs régionaux sont impliqués</b>			86.052,00	9.738,18	3.526,60	15.765,43	8.084,32	0,00	37.114,54	48.937,46	43%	
01 Réalisation d'une enquête initiale et de		COGEST	6.440,00			6.440,48		0,00	6.440,48	-0,48	100%	
02 Capitalisation et valorisation des acquis		COGEST	66.210,00	7.460,40	3.197,31		3.393,13	0,00	14.050,84	52.159,16	21%	
03 Suivi coordination inter régionale de la		COGEST	5.656,00	2.277,79	329,29	1.579,27	60,98	0,00	4.247,33	1.408,67	75%	
04 Organisation atelier thématique de		COGEST	7.746,00			7.745,68	4.630,21	0,00	12.375,89	-4.629,89	160%	
<b>B L'ACCÈS AUX RESSOURCES NATURELLES EST</b>			5.493.390,00	462.201,30	458.227,91	758.428,64	1.519.575,42	0,00	3.198.433,27	2.294.956,73	58%	
<b>01 Intégration et renforcement des</b>			207.289,00	12.523,07	63.521,53	79.531,17	33.375,69	0,00	188.951,45	18.337,55	91%	
01 Organisation d'atelier annuels et mise sur		COGEST	7.603,00		7.603,40			0,00	7.603,40	-0,40	100%	
02 Renforcement soutien aux CRA mise au		COGEST	59.629,00	12.523,07	21.845,47	10.527,28	9.177,85	0,00	54.073,68	5.555,32	91%	
03 Mise en place dispositif de gestion du		COGEST	0,00					0,00	0,00	0,00	7%	
04 Préqualification des Opel éligibles au		COGEST	1.893,00		1.893,04			0,00	1.893,04	-0,04	100%	
05 Appui au montage de projet d'initiatives		COGEST	0,00					0,00	0,00	0,00	7%	
06 Organisation des sessions du comité		COGEST	138.164,00		32.179,61	69.003,89	24.197,84	0,00	125.381,33	12.782,67	91%	
07 Organisation des comités d'évaluation des		COGEST	0,00					0,00	0,00	0,00	7%	
<b>02 Appui aux initiatives locales</b>			3.900.050,00	269.346,04	251.715,47	480.430,02	1.174.424,70	0,00	2.175.916,23	1.724.133,77	56%	
01 Appui planification aménagat pastoral		COGEST	143.690,00	104.906,58	22,87	873,53	37.866,70	0,00	143.669,68	20,32	100%	
02 Evaluation des expériences		COGEST	48.633,00	11.080,45	4.067,65	14.123,68		0,00	29.271,78	19.361,22	60%	
03 Etudes de faisabilité pour l'aménagement		COGEST	77.440,00	2.552,53	13.665,87	61.221,26	207,13	0,00	77.646,80	-206,80	100%	
04 Mise sur pied système décision gestion		COGEST	0,00					0,00	0,00	0,00	7%	
05 Financement et mise en œuvre		COGEST	3.576.729,00	150.806,48	233.959,08	400.551,62	1.127.008,27	0,00	1.912.325,44	1.664.403,56	53%	
06 Organisation système de suivi et gestion		COGEST	53.558,00			3.659,93	9.342,60	0,00	13.002,53	40.555,47	24%	
<b>03 Sécurisation foncière de l'accès aux</b>			1.386.051,00	180.332,18	142.990,92	198.467,46	311.775,03	0,00	833.565,59	552.485,41	60%	
01 Identification des espaces		COGEST	61,00		60,98	0,00		0,00	60,98	0,02	100%	
02 Renforcement du réseau des structures		COGEST	227.842,00	74.004,00	27.137,10	49.308,36	77.438,63	0,00	227.888,10	-46,10	100%	
03 Appui logistique et méthodologique prép		COGEST	4.234,00	686,02		3.547,66		0,00	4.233,68	0,32	100%	
04 Facilitation du processus d'accords		COGEST	4.397,00			4.397,30		0,00	4.397,30	-0,30	100%	
05 Appui à la maîtrise d'ouvrage des travaux		COGEST	841.860,00	417,25	64.767,23	110.354,90	193.124,35	0,00	368.663,73	473.196,27	44%	
06 Enregistrement et versement au dossier		COGEST	15.365,00			212,21	8.223,91	0,00	8.436,12	6.928,88	55%	
07 Contribution au SAF Régional pour		COGEST	61.556,00	14.946,73	12.527,56	16.827,48	2.485,38	0,00	46.787,15	14.768,85	76%	
08 Suivi contrôle de mise en valeur des		COGEST	11.891,00				23.051,41	0,00	23.051,41	-11.160,41	194%	
09 Audit et équipement complémentaire des		COGEST	218.845,00	90.278,17	38.498,05	13.819,55	7.451,35	0,00	150.047,12	68.797,88	69%	

C LES PRODUCTIONS DES SYSTEMES PASTORAUX		1,734,428.00	310,116.59	377,111.51	644,057.85	381,119.91	0,00	1,712,405.85	22,022.15	99%	
<b>01 La santé animale est améliorée</b>		1,299,127.00	235,302.80	308,377.77	419,907.90	292,441.92	0,00	1,256,030.40	43,096.60	97%	
01	Organisation d'ateliers de capitalisation et	COGEST	4,184.00	4,183.66	0,00	0,00	0,00	4,183.66	0,34	100%	
02	Soutien aux services publics excoerce	COGEST	71,844.00	514.29	9,436.06	257.79	2,241.00	0,00	12,448.16	59,394.84	17%
03	Sélection et contractualisation avec un	COGEST	0,00					0,00	0,00	0%	
04	Soutien et suivi des SVPP existants	COGEST	221,517.00	4,662.94	60,685.38	86,261.56	70,040.73	0,00	221,650.62	-133.62	100%
05	Appui à l'installation de nouveaux SVPP	COGEST	232,142.00	5,482.35	12,047.50	122,850.67	95,337.48	0,00	235,718.00	-3,576.00	102%
06	Soutien à l'investissement communal	COGEST	137,932.00		32,348.16	66,704.40	50,463.87	0,00	149,516.43	-11,584.43	108%
07	Appui aux services publics là où pas de	COGEST	582,436.00	218,517.72	149,487.15	141,076.48	74,358.84	0,00	583,440.19	-1,004.19	100%
08	Réhabilitation Direction Régionale Elevage	COGEST	49,072.00	1,941.85	44,373.50	2,756.99		0,00	49,072.34	-0,34	100%
<b>02 Les productions animales sont valorisées</b>		344,281.00	28,941.23	45,606.61	209,750.95	86,868.15	0,00	371,166.94	-26,885.94	108%	
01	Organiser une réflexion capitalisation exp	COGEST	2,100.00			2,099.68		0,00	2,099.68	0,32	100%
02	Recensement des financements et	COGEST	0,00				45.73	0,00	45.73	-45.73	0%
03	Appui conseil aux structures de gestion	COGEST	0,00	0,00				0,00	0,00	0%	
04	Organisation de voyages d'échanges	COGEST	18,304.00	1,295.82	179.26	16,829.30		0,00	18,304.38	-0,38	100%
05	Faisabilité des initiatives recherche action	COGEST	3,499.00			3,498.70		0,00	3,498.70	0,30	100%
06	Financement et suivi de la mise en œuvre	COGEST	320,378.00	27,645.41	45,427.35	187,323.27	86,822.41	0,00	347,218.45	-26,840.45	108%
<b>03 Le potentiel génétique des races est</b>		91,020.00	45,872.56	23,127.12	14,399.00	1,809.85	0,00	85,208.51	5,811.49	94%	
01	financement d'activités prioritaires de	COGEST	26,127.00	8,878.63	5,793.59	11,455.20		0,00	26,127.42	-0,42	100%
02	Appui à l'élaboration de plans d'affaire	COGEST	2,983.00	2,983.39				0,00	2,983.39	-0,39	100%
03	Elargissement soutien réseau éleveurs	COGEST	9,490.00	5,045.22	2,839.97	1,605.17		0,00	9,490.37	-0,37	100%
04	Mise en œuvre pilote stratégie de gestion	COGEST	0,00					0,00	0,00	0%	
05	Identification et appui conseil aux petits	COGEST	0,00					0,00	0,00	0%	
06	Soutien technique et suivi des troupeaux	COGEST	23,305.00		14,343.77	1,338.62	1,809.85	0,00	17,492.24	5,812.76	75%
07	Renforcement personnel et équipement	COGEST	29,115.00	28,965.31	149.78			0,00	29,115.09	-0,09	100%
<b>F. MOYENS GÉNÉRAUX</b>		3,049,283.00	835,528.04	524,195.70	559,973.22	540,889.10	0,00	2,460,586.03	588,696.97	81%	
<b>01 Frais de personnel</b>		2,295,029.00	567,655.73	406,655.33	430,189.64	479,562.46	0,00	1,884,073.14	410,955.86	82%	
01	Assistant technique international	REGIE	1,531,291.00	436,885.22	280,329.62	282,340.70	314,197.15	0,00	1,313,752.69	217,538.31	86%
02	assistant technique national(3)	REGIE	269,137.00	59,345.45	59,031.26	61,801.71	57,060.35	0,00	237,238.76	31,898.24	88%
03	Comptable coordination	REGIE	87,696.00	23,677.47	14,986.18	14,597.42	20,738.82	0,00	73,999.89	13,696.11	84%
04	Expertise ponctuelle non définie nat et	REGIE	81,122.00	945.18	7,618.03	14,750.12	27,178.81	0,00	50,492.14	30,629.86	62%
05	Responsable National	COGEST	63,626.00	12,472.31	12,673.85	12,753.84	11,565.25	0,00	49,465.24	14,160.76	78%
06	Secrétaire	REGIE	56,227.00	842.37	9,072.09	18,778.74	19,669.65	0,00	48,362.85	7,864.15	86%
07	Chauffeurs (5)	COGEST	120,858.00	26,610.02	22,954.31	24,722.23	28,343.74	0,00	102,630.29	18,227.71	85%
08	Formation	REGIE	7,323.00	6,877.71		444.88	808.69	0,00	8,131.28	-808.28	111%
09	RAFI	REGIE	77,749.00					0,00	0,00	77,749.00	0%
<b>02 Investissements</b>		217,865.00	195,053.13	11,500.62	3,182.44	3,614.85	0,00	213,351.02	4,513.98	98%	
01	Véhicules Directions Régionales	REGIE	175,316.00	168,745.51	1,341.35	45.73		0,00	170,132.60	5,183.40	97%
02	Equipement bureau	REGIE	18,129.00	8,996.72	8,711.68	430.38		0,00	18,128.78	0,22	100%
03	Equipement informatique	REGIE	24,420.00	17,320.89	1,447.59	2,706.32	3,614.85	0,00	25,089.64	-669.64	103%
<b>03 Frais de fonctionnement</b>		408,872.00	69,181.07	81,600.01	102,493.56	49,300.35	0,00	302,574.99	106,297.01	74%	
01	Frais de fonctionnement des véhicules (8)	COGEST	275,643.00	41,850.30	55,659.77	64,088.48	41,358.88	0,00	202,957.43	72,685.57	74%
02	Fournitures de bureau	REGIE	24,831.00	6,887.95	791.03	9,610.40	9,000.71	0,00	26,290.09	-1,459.09	106%
03	Missions	REGIE	41,034.00	6,994.48	7,351.72	11,556.25	2,336.97	0,00	28,229.42	12,804.58	69%
04	Autres frais de fonctionnement	REGIE	2,718.00	-243.72	-413.11	2,464.58	-654.89	0,00	1,122.85	1,595.15	41%
05	Téléphone et Internet	COGEST	25,818.00	3,754.76	6,696.58	5,899.24	7,345.57	0,00	23,696.15	2,121.85	92%
06	Autres frais de fonctionnement	COGEST	38,828.00	9,947.30	11,514.02	8,874.62	-10,056.89	0,00	20,279.05	18,548.95	52%
<b>04 Audit et Suivi et Evaluation</b>		127,517.00	3,638.12	24,429.69	24,107.59	8,411.50	0,00	60,586.90	66,930.10	48%	
01	Frais de suivi et évaluation	REGIE	53,984.00	3,638.12	24,429.69			0,00	28,067.81	25,916.19	52%
02	Audit	REGIE	46,557.00			17,925.14	6,076.34	0,00	24,001.48	22,555.52	52%
03	Backstopping interne CTB	REGIE	26,976.00			6,182.45	2,335.16	0,00	8,517.61	18,458.39	32%
<b>99 Conversion rate adjustment</b>		0,00		0,05	0,00	-0,06	0,00	-0,02	0,02	7%	
98	Conversion rate adjustment	REGIE	0,00		0,05	0,00	-0,06	0,00	-0,02	0,02	0%
99	Conversion rate adjustment	COGEST	0,00					0,00	0,00	0%	
		REGIE	2,524,510.00	740,893.36	414,697.16	443,634.83	462,332.55	0,00	2,061,557.87	462,952.13	82%
		COGEST	8,475,490.00	1,050,021.93	1,168,092.38	1,687,291.81	2,052,123.31	0,00	5,957,529.42	2,517,960.58	70%
		TOTAL	11,000,000.00	1,790,915.29	1,582,789.54	2,130,926.63	2,514,455.86	0,00	8,019,087.29	2,980,912.71	73%



Budget vs Actuals (Year to Date, Last 5 Years) of NER002011 Printed on 21/01/2015

page: 9

## 5.6 Ressources en termes de communication

RAS